

1000news

La lettre aux administrateurs et délégués des sociétaires



Visite du chantier de la résidence Les Lucioles à Tulle

⁽¹⁾ Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes



Christian Crétier a ouvert la séance.



Bernard Combes

Édito

Le 11 septembre, Annick Taysse, Présidente de l'association Les Lucioles, a accueilli François Hollande, ancien Président de la République, pour le lancement officiel du chantier de la résidence Les Lucioles à Tulle aux côtés de Pascal Coste, Président du Conseil départemental de la Corrèze, Bernard Combes, Maire de Tulle, et Daniel Delpy, Maire de Valiergues.

La délégation AG2R LA MONDIALE était conduite par Brigitte Pisa et Bernard Vercoutre, Présidente et Vice-président de l'Association sommitale, Christian Crétier et Dominique de Roton, Président et Vice-président d'AG2R Agirc-Arrco ainsi que Fabienne Chevreau, Yves Benain-Liot et Jean-Michel Carteau, Administrateurs du Groupe.

Ce projet est porté par l'association Les Lucioles et soutenu par AG2R Agirc-Arrco. Il s'agit d'une résidence pour les seniors, un compromis entre le maintien à domicile et l'Ehpad⁽¹⁾. Elle permet aux personnes d'être indépendantes, dans un environnement collectif et sécurisé.

La première pierre de cette résidence, qui ouvrira fin 2021, a été posée l'année dernière. Depuis, il y a eu l'épidémie du covid-19 qui a exacerbé la nécessité d'améliorer la prise en charge de la dépendance. Le rapport Vachey portant sur le financement de la perte d'autonomie a d'ailleurs été remis lundi au Gouvernement.

Comme le déclarait Dominique Libault, Président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, il est urgent « *de lutter contre l'isolement social, d'inventer de nouvelles formes d'hébergement et d'établissements, de décroiser les Ehpad, les structures d'aide à domicile et les hôpitaux.* »

La résidence Les Lucioles s'inscrit totalement dans cette logique. Elle confirme que notre vision de la prise en charge de la dépendance est la bonne et surtout que notre engagement de longue date n'est pas un effet de mode.

Comme le dit Annick Taysse, la résidence de Tulle se veut « *sociale et solidaire* ». Une définition qui illustre tout à fait notre raison d'être. Nous contribuons à renforcer le vivre ensemble en permettant à chacun de mieux se protéger ainsi que ses proches, et en conjuguant responsabilité individuelle



Benoît Cosnefroy sur le podium à Sarran



André Renaudin, François Hollande, Florence Maire, Responsable Développement commercial et partenariats chez Amaury Sport Organisation



Échange entre Claude Chirac, Florence Maire, André Renaudin et Béatrice Willems, Membre du Comité de direction Groupe en charge de la communication et Directeur du Cabinet du Directeur général

avec solidarités professionnelles et intergénérationnelles. Nous sommes experts sur le sujet, et le Tour de France nous offre l'occasion de le rappeler.

Ainsi, le 10 septembre, à l'étape d'arrivée de Sarran en Corrèze, j'ai eu l'honneur de remettre à Benoît Cosnefroy le maillot à pois qu'il a vaillamment porté pendant quatorze jours consécutifs. Étaient présents François Hollande, Claude Chirac et François Baroin, Maire de Troyes et Président de l'Association des maires de France. Ce dernier nous avait déjà fait l'amitié de participer en mars à un déjeuner du Cercle de l'Épargne réunissant les membres du Comité scientifique, des responsables du Groupe et des administrateurs autour de la réforme des retraites et le rôle de l'épargne.

Le Tour, même décalé, reste un rendez-vous attendu, preuve en sont les résultats d'audience : plus de 30 millions de Français ont regardé au moins une minute l'événement. C'est 8 millions de plus qu'il y a un an. Et un pic de plus de 6 millions de téléspectateurs a même été enregistré le week-end du 5 et 6 septembre, davantage que le pic du match de football France-Suède.

André Renaudin

Une enquête du Cercle Vulnérabilités et Sociétés vient de paraître sur le thème « Les Français face au financement de la perte d'autonomie » qui aide à mieux comprendre le niveau de connaissance et les attentes de la population et son degré d'acceptation quant aux solutions proposées. Le Cercle Vulnérabilités et Sociétés est un think & do tank créé en 2018 pour étudier concrètement la manière dont les vulnérabilités du champ social de la santé peuvent devenir un véritable levier de développement économique et social.

Plus lire les résultats de l'enquête, [cliquez ici](#).

Sommaire

Conjoncture macroéconomique et financière	Page 3
Lettre Éco	Page 5
Retraite	Page 5
Santé	Page 6
Épargne	Page 9
À noter	Page 10
Actus Groupe	Page 13
Cyclisme	Page 17
Élections/nomination	Page 18
Départ à la retraite	Page 19
ODD	Page 20
Agenda	Page 22

⁽²⁾ Source : Direction
de la recherche

Conjoncture macroéconomique et financière⁽²⁾

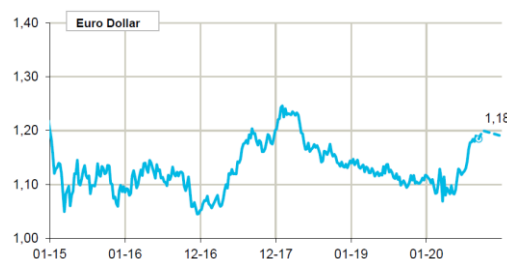
Monde : poursuite du rebond économique à travers le monde, à un rythme moins soutenu

Aux États-Unis, l'inflation a accéléré à 1,3 % en glissement annuel en août (après 1 %), avec une contribution moins négative des prix de l'énergie et un léger redressement de l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation), passée de 1,6 à 1,7 %. Cette semaine, la production industrielle est attendue en hausse de 1,1 % en août (après 3 %), et les ventes au détail de 1 % (après 1,2 %). La Fed⁽³⁾ d'Atlanta estime la croissance du PIB⁽⁴⁾ au troisième trimestre à 31 %. La réunion de la Fed mercredi sera l'occasion d'entériner le nouvel objectif d'une inflation en moyenne à 2 % (et non plus maximum) et de signaler que les taux pourraient rester nuls au-delà de 2022. Au Royaume-Uni, le PIB a progressé de 6,6 % en juillet après 2,4 % en mai et 8,7 % en août, confirmant le rebond du troisième trimestre, alimenté tant par l'industrie que par les services. En Chine, l'inflation a ralenti en août (de 2,7 à 2,4 %), affectée par la faiblesse persistante de l'inflation sous-jacente, qui atteint 0,5 %. Cette semaine, la production industrielle est attendue en expansion soutenue, alors que les ventes au détail resteraient faibles, attendues en stagnation, en glissement annuel, après cinq mois de recul.

⁽³⁾ Réserve fédérale
des États-Unis

⁽⁴⁾ Produit intérieur brut

Taux de change



⁽⁵⁾ Banque centrale européenne

Zone euro : assouplissement monétaire en fin d'année ? Aucune annonce de la BCE⁽⁵⁾

La BCE a tenu sa réunion de politique monétaire jeudi dernier et n'a pas annoncé de nouvelles mesures. Les marchés attendaient quelques indications sur un éventuel assouplissement monétaire supplémentaire d'ici la fin de l'année, que Christine Lagarde, Présidente de l'institution n'a pas confirmé. La BCE note que le rebond économique observé depuis mai est plus solide et rapide qu'elle ne l'anticipait ; elle reste cependant prudente face au risque d'une détérioration sanitaire qui pourrait affaiblir la reprise. Elle a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2020 à -8 % contre -8,7 % précédemment, tout en réduisant un peu celle de 2021, de 5,2 à 5 %. Sur la question du taux change, alors que l'euro s'est fortement apprécié contre le dollar ces dernières semaines, Christine Lagarde a déclaré que la BCE surveillait attentivement son évolution et ses conséquences sur l'inflation, mais que la BCE n'avait pas d'objectif spécifique pour la valeur de l'euro. Le PIB de la zone pour le deuxième trimestre a été révisé en légère hausse, à -39,4 % annualisé.

France : vers un net rebond de la croissance au troisième trimestre

En juillet, la production industrielle a progressé de 3,8 % et 4,5 % pour le seul secteur manufacturier. On note une décélération, mais les chiffres du troisième trimestre devraient être impressionnants : l'acquis de croissance pour la production manufacturière du troisième trimestre, c'est-à-dire la croissance qui serait enregistrée si l'activité stagne en août et septembre, atteint plus de 116 % annualisée. Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee⁽⁶⁾ confirme une forte reprise au troisième trimestre, sur la base de données à haute fréquence (cartes bancaires notamment). La consommation des ménages en biens notamment a déjà dépassé en juillet son niveau de février, les pertes de revenus ayant été bien moindres que celle de la production de biens et services. Du côté de l'offre, l'institut estime que les contraintes sanitaires actuelles pèsent encore dans certains secteurs (aériens, événementiel) mais que les politiques monétaires et budgétaires apportent un soutien massif. L'Insee prévoit un rebond du PIB de 17 % au troisième trimestre, soit plus de 85 % annualisé. Elle maintient sa prévision de croissance pour 2020 à -9 % en moyenne annuelle, et estime qu'à la fin de l'année, l'activité reviendrait à environ 96 % de son niveau d'avant crise, même si la croissance est modeste au quatrième trimestre.

⁽⁶⁾ Institut national de la statistique et des études économiques

Eonia : taux de référence du marché interbancaire de la zone euro
TEC 10 ans : taux à échange constant
SWAP 10 ans : contrat d'échange de taux d'intérêt
Pb : point de base

Évolution des marchés financiers

	Niveau	Variations	
	11-sept	Sur une semaine	En 2020
Eonia	-0,47 %	0 pb	-2 pb
Taux 3 mois	-0,48 %	0 pb	-10 pb
TEC 10 ans	-0,20 %	1 pb	-29 pb
Swap 10 ans	-0,21 %	-2 pb	-42 pb
Cac 40	5 034	1,4 %	-15,8 %
Euro-dollar	1,185	0,1 %	5,1 %

Lettre éco

Dans le cadre de son partenariat avec Le Cercle de l'Épargne, AG2R LA MONDIALE vous adresse la Lettre Éco, l'hebdo réalisé par l'économiste Philippe Crevel et Sarah Le Gouez, Secrétaire générale.

Vous trouverez ci-après le lien vers les numéros datés du 5 et 12 septembre :

[Numéro du 5 septembre](#)

[Numéro du 12 septembre](#)

RETRAITE

Rapport Vachey sur le financement de la perte d'autonomie



Laurent Vachey, Inspecteur général des finances, ancien Directeur général de la CNSA⁽⁷⁾, a remis lundi son rapport au Gouvernement sur le financement de la perte d'autonomie. Rappelant que le niveau de vie moyen des retraités est supérieur de 110 % à celui de la population, il propose, pour atteindre les objectifs de financement

(1 Md en 2021 et 3 à 5 Md€ d'ici 2024), notamment de solliciter les ressources des retraités : hausse du taux normal de CSG⁽⁸⁾ des retraités, réduction de moitié de l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités, remise en cause de l'avantage fiscal sur l'aide à domicile pour les plus de 70 ans, et réforme des droits de succession. S'il écarte la proposition d'une assurance dépendance obligatoire adossée aux contrats santé portée par la FFA⁽⁹⁾ et de la FNFM⁽¹⁰⁾, il est favorable à un accroissement de la lisibilité des assurances dépendance et à des incitations fiscales à l'image des contrats responsables en santé. Le rapport suggère aussi de creuser la piste innovante d'un prêt immobilier dépendance, qui n'interviendrait qu'à partir de l'admission à l'Apa⁽¹¹⁾ et évoluerait en fonction de la perte d'autonomie. Quant au périmètre de la branche, il devra être élargi à certaines missions relevant aujourd'hui des branches famille, maladie et vieillesse. Le rapport préconise en revanche un statu quo sur la gouvernance nationale et locale. Il plaide aussi pour une simplification du budget de la CNSA.

⁽⁷⁾ Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

⁽⁸⁾ Contribution sociale généralisée

⁽⁹⁾ Fédération française de l'assurance

⁽¹⁰⁾ Fédération nationale de la Mutualité française

⁽¹¹⁾ Allocation personnalisée d'autonomie

⁽¹²⁾ Direction des retraites et de la solidarité

⁽¹³⁾ Caisse des dépôts et consignations

⁽¹⁴⁾ Plateforme Employeurs Publics

Une nouvelle plateforme numérique d'intérêt général



La DRS⁽¹²⁾ de la CDC⁽¹³⁾, qui gère 7,5 millions de cotisants et près de 4 millions de pensionnés en France, lance une nouvelle plateforme numérique multifonds, sécurisée et gratuite. Ce portail baptisé PEP's⁽¹⁴⁾ permet à 63 000 employeurs publics et à près de 110 000 utilisateurs d'avoir un accès à une trentaine de services en ligne, afin

⁽¹⁵⁾ Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales

⁽¹⁶⁾ Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques

de réaliser des actes de gestion sur l'ensemble des domaines de la retraite, de la solidarité, du handicap et de la formation que couvre la CDC. Le régime de base des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (CNRACL⁽¹⁵⁾) et celui des agents non titulaires (Ircantec⁽¹⁶⁾) sont également couverts par cette offre de services. « *Les employeurs publics pourront désormais accéder plus facilement aux données dont ils ont besoin via cette plateforme, grâce notamment à une logique par finalité de service, et non plus par régime* », selon Michel Yahiel, Directeur des retraites et de la solidarité de la CDC. La simplification générale de l'utilisation de la plateforme, ainsi que l'amélioration de l'ergonomie globale ont constitué un premier socle pour cette version. La plateforme sera enrichie, à l'avenir, du suivi des utilisateurs, de la possibilité de bénéficier d'une messagerie sécurisée et de déposer des pièces jointes, d'accéder simultanément à plusieurs comptes employeurs en toute facilité, ou encore de profiter d'outils d'aide à la navigation et à la recherche de documents juridiques ou de publications officielles.

Plus de détails sur PEP's en [suivant ce lien](#).

SANTÉ

Point sur la crise sanitaire



Depuis le début du mois de septembre, Santé publique France a publié de nombreuses statistiques autour de l'épidémie de covid-19. La mise à jour des données du 6 septembre fait état de 7 071 cas en vingt-quatre heures. Pour rappel, ce chiffre atteignait 8 975 le 4 septembre et 8 550

le 5 septembre, au plus haut depuis le début de l'épidémie et du lancement des tests à grande échelle dans le pays. Près de 25 000 nouveaux cas ont ainsi été détectés en trois jours. « *En France métropolitaine, la progression de la circulation virale est exponentielle. La dynamique de la transmission en forte croissance est préoccupante* », selon l'organisme. Le taux de positivité (proportion du nombre de personnes positives divisé par le nombre de personnes testées, sur les sept derniers jours consolidés) a continué de progresser pour atteindre 4,9 % le 6 septembre. « *On a une croissance aujourd'hui de 30 % du nombre de cas par semaine, de 15 % du nombre d'hospitalisations. Si on continue avec ce même rythme, on arrivera sur une situation critique en décembre dans plusieurs régions de France* », a annoncé l'épidémiologiste Antoine Fontanet sur LCI.

Retrouvez les mises à jour des statistiques de l'épidémie en [suivant ce lien](#).

Lien entre le covid-19 et l'alimentation



Des chercheurs de l'Université Queen Mary de Londres pointent dans le *British Medical Journal* le rôle de l'industrie alimentaire dans l'épidémie du covid-19. La mauvaise alimentation participe, en effet, à l'augmentation de l'obésité, qui est la cause de nombreuses pathologies (hypertension artérielle, diabète, cancer, etc.) et qui, en cas d'infection au covid-19, représente un facteur de risque de décès. Les équipes du CHRU⁽¹⁷⁾ de Lille confirment ce constat : plus de 47 % des patients infectés par le coronavirus et mis en réanimation sont en situation d'obésité : dans les cas les plus sévères (IMC⁽¹⁸⁾ supérieur à 35), les personnes doivent être placées sous ventilation mécanique invasive.

⁽¹⁷⁾ Centre hospitalier régional universitaire

⁽¹⁸⁾ Indice de masse corporelle

Le rattrapage des dépenses de santé se poursuit



Selon le courtier spécialiste en assurances collectives Henner, la consommation médicale a augmenté de 6,5 % en juin et de 8 % en juillet par rapport à la même période en 2019. Il estime toutefois que depuis le début du déconfinement et jusqu'à la fin juillet, la consommation médicale est « *globalement sur le même niveau qu'en 2019* », alors qu'elle avait baissé de deux tiers durant le confinement. Ce rattrapage des dépenses est notable en optique et en dentaire (+12,6 % des remboursements par rapport à 2019 depuis le début du déconfinement), mais dans une moindre mesure pour les consultations de médecins spécialistes et les analyses médicales. Le courtier constate sur l'intégralité de son portefeuille, une baisse de 22 % de l'ensemble des remboursements sur les sept premiers mois de 2020 par rapport à 2019, avec un rattrapage depuis le 11 mai plutôt mesuré.

De moins en moins de reste à charge



Le rapport que vient de publier le ministère de la Santé sur la consommation de soins et de biens médicaux en 2019 montre que le reste à charge des dépenses est de 6,9 % contre 7 % en 2018 et 7,7 % en 2016. Les Français règlent directement 213 € par an pour se soigner pour une facture totale de 3 102 €. Cette baisse du reste à charge s'explique par la part grandissante prise en charge par l'Assurance Maladie du fait de l'augmentation du nombre de patients en affection longue durée exonérés de ticket modérateur (environ 11 millions de Français). La part des complémentaires santé est stable : 13,4 % en 2019. La mise en place du reste à charge zéro sur les prothèses auditives, dentaires et les lunettes pourrait à terme modifier leur poids dans la dépense.

⁽¹⁹⁾ Organisation mondiale de la Santé

L'inquiétude de l'OMS⁽¹⁹⁾ vis-à-vis des maladies non transmissibles



Selon un rapport commandé par l'OMS sur les maladies telles que le diabète, les cancers ou les maladies cardiovasculaires, seuls six pays dans le monde agissent pour réduire ces maladies non transmissibles. Ainsi, le Danemark, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, Singapour et la Corée du Sud sont les seuls pays à haut revenu en bonne

voie pour atteindre l'objectif de réduire d'un tiers, d'ici à 2030, la mortalité liée à ces maladies, selon une publication de la revue *The Lancet*. Les taux de mortalité de maladies en partie évitables « *déclinent trop lentement ou empiront dans de nombreux pays* ». L'évolution est plus favorable pour les AVC⁽²⁰⁾, les maladies cardiaques et le cancer de l'estomac. Pour rappel, l'objectif de réduction des maladies non transmissibles fait partie des 17 ODD⁽²¹⁾ adoptés par l'ONU⁽²²⁾ en 2015, dans le cadre de l'*Agenda 2030*. Il vise à diminuer d'un tiers, d'ici à 2030, les décès prématurés (survenant entre 30 et 70 ans) provoqués par ces maladies en partie évitables. Le rapport met également en avant une liste de mesures efficaces à mettre en place : un contrôle renforcé du tabac et de l'alcool (interdiction de la publicité, hausse des taxes, emballage neutre, etc.). Il recommande également des programmes « *efficaces de dépistage des cancers* » et un meilleur accès aux médicaments contre l'hypertension, le diabète et l'asthme, ainsi qu'aux traitements pour prévenir les maladies cardiovasculaires chez les patients à risque.

⁽²⁰⁾ Accidents vasculaires cérébraux

⁽²¹⁾ Objectif de développement durable

⁽²²⁾ Organisation des Nations unies

Google se lance dans l'assurance santé



Par l'intermédiaire de Verily, la filiale du groupe Alphabet (maison-mère de Google) lancée en 2015, la firme a annoncé la création d'une nouvelle filiale, Coefficient Insurance, en partenariat avec Swiss Re Corporate Solutions.

Cette société commercialisera des contrats de réassurance (dits « *stop loss* ») pour les entreprises qui couvrent les dépenses de santé des collaborateurs au-delà d'un seuil déterminé par le souscripteur. En effet, aux États-Unis, certaines grandes entreprises financent elles-mêmes la mutuelle santé de leurs salariés. La filiale compte mettre à profit ses compétences en big data et en outils d'analytique pour faire des analyses de risques et aider ses clients à maîtriser leurs dépenses de santé. Swiss Re intervient en tant que spécialiste de la gestion des risques et distributeur.

ÉPARGNE

Collecte négative pour l'assurance vie en juillet 2020



Selon les derniers chiffres de la FFA, pour le mois de juillet 2020, la collecte nette s'établit à -0,5 Md€ pour l'assurance vie. Les cotisations s'élèvent à 10,4 Md€, un niveau légèrement supérieur à ceux des mois de mai

et de juin (respectivement 5,7 et 9,9 Md€). Le montant des prestations versées s'élève, quant à lui, à 10,9 Md€. Depuis le 1^{er} janvier, le montant des cotisations collectées par les assureurs atteint 64,7 Md€ (87,4 Md€ sur la même période en 2019). Les versements sur les supports en UC⁽²³⁾ représentent 22,5 Md€, soit 35 % des cotisations. Les prestations versées par les sociétés d'assurance s'élèvent à 69,8 Md€ (70,1 Md€ sur la même période en 2019). La collecte nette s'établit à -5,2 Md€ sur les sept premiers mois de l'année (17,3 Md€ sur la même période en 2019). L'encours des contrats d'assurance vie (provisions mathématiques + provisions pour participation aux bénéfices) se monte à 1 766 Md€ à la fin du mois de juillet 2020.

⁽²³⁾ Unités de compte

La prudence des Français en matière d'épargne

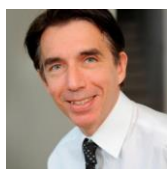


Le 4 septembre, la Banque de France a publié une note expliquant que les ménages français ont épargné 85,6 Md€ entre mars et fin juillet. Ce comportement s'explique par l'incertitude relative à la crise économique et sanitaire, les craintes

d'un envol du chômage, les plans sociaux ou encore la hausse des impôts. Ainsi, alors que la moyenne d'épargne mensuelle de janvier 2017 à février 2020 atteignait 5,9 Md€, ce chiffre a atteint 25,1 Md€ en avril, avant de redescendre progressivement pour atteindre 15,8 Md€ en juillet.

Retrouvez plus de détails dans la note de la Banque de France en [suivant ce lien](#).

Un podcast exclusif de Philippe Crevel : « Épargne : pourquoi les Français sont si économes »



Depuis le 7 septembre, AG2R LA MONDIALE propose sur son portail internet une interview exclusive de Philippe Crevel, Directeur du Cercle de l'Épargne, pour mieux comprendre pourquoi les Français sont si économes. L'épargne a fortement augmenté ces derniers mois : si la crise sanitaire est une explication, il faut toutefois reconnaître que la France se démarquait déjà, avant la crise, par un taux d'épargne des ménages très important.

Pour écouter le podcast, [cliquez ici](#).

⁽²⁴⁾ Société civile de placement immobilier

⁽²⁵⁾ Organisme de placement collectif en immobilier

⁽²⁶⁾ Association française des sociétés de placement immobilier

⁽²⁷⁾ Institut de l'épargne immobilière et foncière

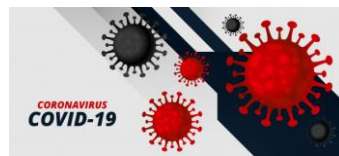
Les derniers chiffres des SCPI⁽²⁴⁾ et OPCI⁽²⁵⁾



L'ASPIM⁽²⁶⁾ et l'IEIF⁽²⁷⁾ ont récemment publié les statistiques du marché des parts de SCPI et OPCI grand public au premier semestre 2020. Avec la crise sanitaire, la collecte des SCPI en immobilier d'entreprise et des SCPI fiscales (3,43 Md€) est en recul de près de 20 % sur les six premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période en 2019. La collecte nette, qui a enregistré une hausse de 23 % au premier trimestre, a chuté de 60 % au deuxième trimestre par rapport à l'an dernier. Elle reste, néanmoins, positive à 875 M€ grâce aux capacités de dématérialisation des réseaux de distribution. En ce qui concerne la performance globale des SCPI d'entreprise au 30 juin 2020, elle s'établit à +5,3 % sur une année glissante. La capitalisation des SCPI atteignait 68,9 Md€, en hausse de 14 % sur un an. En ce qui concerne les OPCI grand public, la collecte au premier semestre 2020 (1,6 Md€) est en hausse de 32 % par rapport au premier semestre 2019. Après un premier trimestre qui constitue un record (+131 % par rapport au premier trimestre 2019), le montant des souscriptions du deuxième trimestre a chuté de 50 % par rapport à la même période l'an dernier. La performance globale des OPCI s'établit à -2,6 % depuis le 1^{er} janvier et -0,2 % sur un an. Ces évolutions négatives s'expliquent par une contre-performance des foncières cotées suite au décrochage de marchés observés courant mars. Enfin, l'actif net cumulé des OPCI se montait à 19,5 Md€ au 30 juin 2020, soit une augmentation de 17 % sur 12 mois.

À NOTER

Les impacts économiques de la crise sanitaire



Après cinq mois de répit accordés par les pouvoirs publics aux entreprises en difficulté qui ne peuvent pas régler leur facture, ces dernières disposent de 45 jours depuis le 24 août pour se déclarer en cessation de paiements auprès du Tribunal de commerce. Cette mesure a porté ses fruits jusqu'à la mi-août selon la société Altares, qui dénombre 24 250 défaillances depuis le 1^{er} janvier, soit 40 % de moins que l'an dernier sur la même période. Néanmoins, selon Thierry Millon, Directeur des études d'Altares, « *il va être difficile d'éviter la vague de faillites* » notamment dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie-restauration et de l'événementiel. « *La hausse est difficile à quantifier, mais les défaillances devraient atteindre en 2021 leur niveau post-crise financière* ».

de 2009, soit environ 62 000 en un an. », prévoit Bruno De Moura Fernandes, économiste chez Coface.

Par ailleurs, plusieurs institutions ont publié des prévisions et états des lieux sur la situation économique en France depuis la rentrée, avec la pandémie en toile de fond. Ainsi, l'Insee a livré ses derniers chiffres et annonce que l'épidémie a entraîné la perte de 715 000 emplois en France au premier semestre 2020, soit un recul de 2,3 % en glissement annuel. Elle annonce une baisse du PIB de 18,9 % sur la même période. L'Institut confirme également une baisse prévisionnelle de ce dernier de 9 % sur l'année 2020. *« Certes, le recul du PIB au deuxième trimestre a été moins marqué qu'anticipé initialement, mais l'incertitude sanitaire tend à croître de nouveau et nous conduit à tempérer le rythme prévu pour la poursuite de la reprise »*. L'emploi salarié devrait rester quasi-stable au second semestre, avec 720 000 emplois perdus. L'institution évoque des effets de compensation entre les secteurs les plus touchés et les secteurs qui ont retrouvé une activité quasi-normale. Elle met en avant, par ailleurs, la reprise nette de l'intérim au deuxième trimestre avec +23 % par rapport au trimestre précédent (+108 000 emplois), après une chute de 40,4 % au premier trimestre.

⁽²⁸⁾ Très petites entreprises

Autre signal positif, après une vaste enquête menée par le réseau d'entrepreneurs Initiative France auprès de 10 000 chefs d'entreprises, le moral des dirigeants de TPE⁽²⁸⁾ reste bon. 60 % d'entre eux se disent optimistes pour l'avenir et 65 % prévoient même de maintenir leurs salariés ou de recruter. Seuls 8 % envisagent de cesser leur activité, 5 % en vendant leurs sociétés et 3 % en la fermant. La totalité des chefs d'entreprise affirment avoir été bien informés des aides disponibles.

Une reprise économique plus forte que prévu



La Banque de France a revu à la baisse les prévisions de récession pour 2020 (-8,7 %) et table sur un rebond de la croissance plus fort que prévu en 2021 (+7,4 %). Dès le premier trimestre 2022, la PIB retrouverait son niveau de fin 2019.

Cette prévision reste toutefois incertaine : un quart des entreprises interrogées par la Banque de France avouent ne pas savoir quand leur activité reviendra à la normale.

Un devoir de transparence : la tribune de Florence Lustman

⁽²⁹⁾ Autorité de contrôle prudentiel et de résolution



Suite aux conclusions de l'ACPR⁽²⁹⁾ relatives aux garanties pertes d'exploitation consécutives à la crise sanitaire, Florence Lustman, Présidente de la FFA, a publié le 10 septembre une tribune sur les réseaux sociaux. L'occasion de rappeler la mobilisation des assureurs dans le mouvement de solidarité nationale et d'affirmer également avec transparence qu'« une catastrophe sanitaire de l'ampleur du covid-19 n'est pas assurable par la seule assurance privée. Le principe fondateur de notre métier est la mutualisation, qui n'est pas

compatible avec le "tous sinistrés au même moment". L'assurance est là pour accompagner, réparer, indemniser dans le cadre de ses contrats, ce qu'elle a fait massivement dans cette crise. Mais elle ne peut pas tout. »

Pour lire la tribune, [cliquez ici](#).

Le projet de décret sur la résiliation infra-annuelle



L'Argus de l'assurance s'est procuré le projet de décret relatif à la résiliation infra-annuelle qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2020 et qui a été transmis au Conseil d'État en fin de semaine dernière. À noter que sont concernés les contrats de complémentaire santé, ceux qui intègrent des garanties accessoires de prévoyance, ou encore ceux qui proposent à la fois santé et prévoyance. La résiliation se fera comme pour les abonnements téléphoniques : c'est au nouvel organisme auquel la personne souhaite adhérer de notifier au précédent organisme la dénonciation de l'adhésion ou la résiliation du contrat.

Pour lire le décret, [cliquez ici](#).

⁽³⁰⁾ Taxe sur la valeur ajoutée

⁽³¹⁾ Union nationale des entreprises de coiffure

Pas de baisse de TVA⁽³⁰⁾ pour les coiffeurs



Union Nationale des Entreprises de Coiffure

L'Unec⁽³¹⁾ a récemment réclamé une baisse du taux de TVA de 15 à 10 % pour la branche de la coiffure : « *Pour maintenir l'activité, la pérennité des entreprises, des emplois et soutenir l'effort de formation des jeunes par nos entreprises, nous demandons au Gouvernement que le taux de TVA des services de coiffure soit abaissé à 10 %* », a déclaré Christophe Doré, Président de l'Unec par voie de communiqué de presse. Sollicité sur cette question lors d'une interview sur RTL, Jean Castex, Premier ministre, a simplement répondu « *non* » à cette demande. Selon Christophe Doré, « *toute la profession est aujourd'hui à la peine [...] Nous constatons une baisse de la consommation de 15 à 40 % qui, nous le craignons, pourrait être durable et le corollaire du choc économique subi par notre pays* ».

⁽³²⁾ Global Innovation Index
(Indice mondial de l'innovation)

La France à la 12^e place du classement mondial de l'innovation GII⁽³²⁾



Selon le dernier indice international GII pour l'année 2020, la France se classe au 12^e rang mondial en matière d'innovation, soit une progression de quatre places par rapport au classement de l'an dernier. Parmi les facteurs ayant influé sur le classement, on trouve la facilité de créer et financer une startup en France, ainsi que la qualité de l'éducation, l'augmentation du nombre de publications dans les grandes revues internationales, ou encore l'amélioration de la position des écoles françaises dans les classements internationaux. La France reste toutefois derrière deux autres pays européens de taille comparable : le Royaume-Uni (4^e du classement) et l'Allemagne (9^e), et elle se trouve à la 8^e place du classement européen. La Suisse se hisse à la

première place, la Suède à la deuxième place, les États-Unis en troisième position et la Chine au 14^e rang.

Téléchargez le rapport complet en anglais en [suivant ce lien](#).

ACTUS GROUPE

La Mutuelle de l'industrie du Pétrole adhérente d'AG.Mut



Depuis le 1^{er} juillet, la Mutuelle de l'industrie du Pétrole adhère à AG.Mut, le pôle mutualiste d'AG2R LA MONDIALE, qui regroupe désormais dix mutuelles nationales ou régionales, professionnelles ou interprofessionnelles. Début 2021, des offres communes en santé et en prévoyance dédiées au secteur de l'énergie seront commercialisées.

Fonds de solidarité de la boulangerie



Confédération Nationale
de la Boulangerie
et Boulangerie-Pâtisserie
Française

La Confédération nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie française a décidé d'apporter des aides financières exceptionnelles de solidarité à l'égard des salariés et des entreprises les plus fragilisés par la crise sanitaire du covid-19. Sont éligibles les entreprises adhérentes d'AG2R Prévoyance pour le régime frais de soins de santé et/ou prévoyance mis en place dans le cadre de la Convention collective nationale des entreprises artisanales de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie. Le fonds de solidarité comprend quatre aides, deux pour les employeurs, deux pour les salariés. Concernant les aides pour les employeurs : l'une vise à la prise en charge totale ou partielle de l'indemnité complémentaire relative aux arrêts de travail des salariés non pris en charge par le régime incapacité de travail de la profession ; l'autre à attribuer une aide forfaitaire pour l'acquisition de matériel pour lutter contre la propagation du covid-19. S'agissant des aides pour les salariés : l'une a pour objectif de limiter la diminution de la rémunération liée à la mise en activité partielle pendant la période de confinement ; la seconde à financer l'acquisition de masques et de solution hydroalcoolique.

Congrès national des sapeurs-pompiers de France annulé, l'Assemblée générale maintenue



Au regard de la crise sanitaire, la FNSPF⁽³³⁾ ne tiendra pas son 127^e Congrès national qui devait avoir lieu à Marseille du 14 au 17 octobre. En revanche, l'Assemblée générale du 17 octobre à Paris est maintenue ainsi que celle de l'Œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France. La rencontre, retransmise dans les 7 000 casernes de France, sera ponctuée

⁽³³⁾ Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France

d'un échange d'allocutions entre le Président de la République et Grégory Allione, Président de la Fédération.

Un Globe de la Gestion en or !

⁽³⁴⁾ Investissement socialement responsable



AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs a remporté l'or pour l'édition 2020 des Globes de la Gestion dans la catégorie Obligataires ISR⁽³⁴⁾. Le fonds récompensé est ALM Oblig ISR qui avait déjà obtenu l'or lors de l'édition 2019 et l'argent en 2018. La gestion obligataire socialement responsable du Groupe a ainsi de nouveau été distinguée au titre de sa surperformance sur le long terme et de sa résistance aux chocs baissiers. Joëlle Dalbera, Responsable du pôle marketing financier, et Laurent Gadreau, Gérant du fonds primé, ont reçu la récompense décernée le 16 septembre.

Plan de relance, baisses d'impôts : interview de Stéphane Mayencon



Suite à l'annonce du plan de relance par le Gouvernement, *L'Argus de l'Assurance* a interviewé Stéphane Mayencon, Directeur fiscal d'AG2R LA MONDIALE, sur la baisse des impôts de production concernant les entreprises.

Pour lire l'interview, [cliquez ici](#).

⁽³⁵⁾ Conseil d'orientation des retraites

Pierre-Louis Bras, Président du Cor⁽³⁵⁾, invité du Cercle de l'Épargne



Le 9 septembre, Jean-Pierre Thomas, Président du Cercle de l'Épargne a accueilli Pierre-Louis Bras, Président du Cor, lors du déjeuner du Comité scientifique du Cercle de l'Épargne qui s'est tenu au

siège du Groupe. L'occasion de faire un point sur la réforme des retraites, ainsi que sur les propositions et projections du Conseil.

12^e Baromètre de l'absentéisme : des chiffres stables



Établi en partenariat avec AG2R LA MONDIALE et Ayming-Kantar TNS, le Baromètre de l'absentéisme révèle un taux d'absence global stable en 2019 : 18,7 jours d'absence par an et par salarié en moyenne en France, soit un taux de 5,11 %. On constate, en revanche, une forte augmentation de l'absentéisme de longue durée (plus de 90 jours) chez les moins de 40 ans : +34 % en deux ans. Autre donnée intéressante : 49 % des absents estiment que les entreprises auraient pu mettre en place des actions pour éviter leur absence.

Pour consulter les résultats du baromètre, [cliquez ici](#).

Les lauréats de la 17^e édition de la Bourse Charles Foix



Le 8 septembre s'est tenue la remise des prix de la 17^e édition de la Bourse Charles Foix qui récompense des projets innovants visant à améliorer la qualité de vie et l'autonomie des seniors actifs ou retraités, et/ou de leurs aidants. [Entoureo](#) (le livre qui rapproche les générations), [Lumeen](#) (réalité virtuelle thérapeutique pour personnes âgées) et [Ernesti](#) (accompagnement de nuit) sont les trois premiers lauréats distingués. AG2R LA MONDIALE participe à leur dotation et les intégrera notamment dans sa démarche Lab usages & autonomie. Les trois autres finalistes récompensés sont : Gudule (agenda intelligent), [Naest](#) (des vêtements pensés pour patients) et [Neosilver](#) (plateforme internet pour réserver des activités collectives, sportives et culturelles).

4^e Silverbreakfast en présence du ministre des Solidarités et de la Santé



Organisé le 10 septembre par la Croix Rouge, en présence d'Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, le 4^e Silverbreakfast avait pour thème : « Soins et social à destination des seniors : un tandem indéfectible ». Le Groupe était représenté par la Direction des activités sociétales. Parmi les intervenants des deux tables rondes : Romain Ganneau, Responsable du département initiatives sociales, a témoigné sur les outils numériques déployés dans les établissements, et Tristan Hauck, Chef de projet engagement sociétal, sur le projet du pôle gérontologique de Nîmes pour transformer son offre.

L'Échappée Rose, c'est reparti !



Depuis le 10 septembre et jusqu'au 6 novembre, la caravane de l'Échappée Rose va sillonner la France. Organisée par l'association Tout le monde contre le cancer et soutenue par AG2R LA MONDIALE, cette initiative permet aux malades et à leurs accompagnants de s'inscrire à des séances de bien-être proposées par deux socio-esthéticiennes, en caravane ou à l'hôpital. Le personnel soignant peut également bénéficier des bienfaits de la chaise de massage offerte par le Groupe.

1^{res} Rencontres nationales du sport-santé



Le 12 septembre a eu lieu à l'Insep⁽³⁶⁾ la première édition des Rencontres nationales du sport-santé organisée par la Société française de sport-santé. Portant sur le thème : « L'activité physique à tous les âges de la vie », ce colloque s'adressait aux professionnels de santé, enseignants en activité physique adaptée, éducateurs sportifs, représentants des collectivités territoriales et des instances décisionnaires, formateurs, etc. Éric Sanchez, Directeur du développement de l'action sociale d'AG2R LA MONDIALE,

⁽³⁶⁾ Institut national du sport, de l'expertise et de la performance

participait à une présentation de l'activité physique adaptée à tous les âges de la vie, aux côtés de David Communal, Maître de conférence à l'Université Paul Sabatier et Directeur, Coordinateur, Enseignant en activité physique adaptée de l'association Prof'APA.

Les lauréats du second appel à projets Med4Age



Le 15 septembre ont été révélés les lauréats du second appel à projets Med4Age. Proposée par AG2R LA MONDIALE en partenariat avec Medicalps, le cluster des technologies de la santé du sillon alpin, cette démarche a pour vocation d'accélérer le développement des solutions innovantes dédiées à la prévention santé et à l'autonomie.

Les lauréats sont [Telegrafik](#) (opérateur de solutions connectées pour le bien-vieillir), [Archean](#) (dispositifs d'écoute intelligents pour les personnes âgées malentendantes) et [e_ophtalmo](#) (démarche pour améliorer la prise en charge de la santé visuelle des personnes de plus de 50 ans). Le prix coup de cœur : [Wens](#) qui a développé un gant destiné aux patients souffrant de pertes de sensibilité tactile au niveau des mains. Le Groupe soutient financièrement ces quatre solutions innovantes, à hauteur de près de 400 000 €.

Swisspeaks 360° : belle performance pour deux collaborateurs du Groupe



Laurent Domont, Directeur audit interne, et Vincent Colart, Responsable du département médical (marché des professionnels) au sein de la Direction actuariat et acceptations médicales, ont pris part au Swisspeaks 360°. Au programme de cette traversée du canton de Valais en Suisse : 314 km en courant, marchant, escaladant avec 22 800 de dénivelé positif et 25 000 de négatif, uniquement en montagne par 28 sommets à près de 3 000 m pour le plus haut. Partis le 30 août, ils sont arrivés 115 heures plus tard pour Laurent Domont, et 118 heures pour Vincent Colart. Un superbe exploit et une formidable réussite : sur les 279 partants, ils étaient 142 sur la ligne d'arrivée !

Vendanges à Château Soutard



Les vendanges ont débuté le 9 septembre à Château Soutard, en respectant les distances sanitaires. Quatre hectares de merlot à récolter et autant de belles grappes !

CYCLISME

Tour de France : victoire de Nans Peters sur la huitième étape



Nans Peter a remporté la huitième étape du Tour de France le 5 septembre à Loudenvielle. « *C'est la plus belle victoire de ma carrière professionnelle, a commenté le jeune coureur de l'équipe cycliste AG2R LA MONDIALE. Je suis allé la chercher avec la manière, dans une étape de montagne, devant du beau monde. C'est fou. J'ai savouré dans les 500 derniers mètres car je ne l'avais pas fait l'an dernier lors de ma victoire d'étape dans le Giro. Quelle journée pour notre équipe. Victoire d'étape, maillot à pois et Romain est très fort.* » Romain Bardet se classait en effet quatrième au classement général avant sa chute qui l'a contraint à abandonner le Tour. Pierre Latour a également chuté et a dû arrêter. Benoît Cosnefroy, quant à lui, a conservé son maillot à pois du 30 août au 16 septembre.

Vivons Vélo et le Tour de France : l'équipe cycliste mobilisée



Du 7 au 13 septembre, les membres de la communauté Vivons Vélo ont pu participer à la mission spéciale Tour de France proposée via l'application. Il s'agissait de parcourir 202 kilomètres pour cumuler des points supplémentaires. Un tirage au sort permettait également de remporter des tenues de l'équipe cycliste AG2R LA MONDIALE. Par ailleurs, le 16 septembre a été choisi comme la Journée Vivons Vélo sur le Tour de France.

S'inscrivant dans le cadre de la Semaine de la mobilité et de la Journée nationale de la qualité de l'air, elle a pour objectif de promouvoir la fonctionnalité « Qualité de l'air » de l'application et la pratique du vélo au quotidien. Les kilomètres parcourus par l'équipe cycliste AG2R LA MONDIALE ce jour-là, seront également ajoutés au compteur en faveur de l'Institut Pasteur pour la recherche contre les maladies neurodégénératives.

La campagne « Be cyclette » pour favoriser la mobilité à vélo



Dans le cadre de son programme de prévention santé Vivons Vélo, AG2R LA MONDIALE a lancé une campagne digitale, de presse et d'affichage réalisée avec l'agence internationale de marketing sportif SPORTFIVE. Objectif : inciter les habitants des grandes villes à opter pour la bicyclette lors de leurs déplacements. Les accroches mettent en avant les bénéfices de la pratique cycliste et/ou une des

fonctionnalités proposées par l'application Vivons Vélo. La campagne digitale est programmée jusqu'au 27 septembre. Les annonces presse et l'affichage sont, quant à eux, prévus jusqu'au 28 septembre et ont été ciblés pour suivre notamment le passage du Tour de France.

20 M€ supplémentaires pour réparer les deux roues



Face au succès du forfait de 50 € pour la réparation d'une bicyclette, le Gouvernement décide de prolonger jusqu'à la fin de l'année le dispositif et lui accorde une rallonge de 20 M€. Cela devrait permettre d'atteindre un million de réparations.

L'exécutif va doubler, par ailleurs, les primes mises en place par les collectivités à destination des ménages les plus modestes pour l'achat d'un vélo à assistance électrique (jusqu'à 200 € apportés par l'État). À noter également que le plan de relance présenté début septembre prévoit une enveloppe de 200 M€ en faveur du vélo afin notamment d'équiper 1 000 gares en stationnement sécurisé et de réaliser 600 projets de pistes cyclables en deux ans.

AG2R CITROËN TEAM rejoint par BMC Switzerland

AG2R CITROËN TEAM



L'équipementier de haute renommée, BMC Switzerland rejoint l'équipe AG2R CITROËN TEAM à partir de 2021 et l'accompagnera jusqu'en 2023. Les coureurs utiliseront deux vélos de route : le Teammachine SLR01 et le Timemachine Road ainsi que le Timemachine pour le contre-la-montre. Des produits haut de gamme qui apporteront l'excellence à l'équipe.

ÉLECTIONS/NOMINATION

⁽³⁷⁾ Union nationale des professionnels de santé



Dr William Joubert, médecin généraliste au Mans, Secrétaire général du syndicat des médecins libéraux, est élu Président de l'UNPS⁽³⁷⁾. Il succède à Jocelyne Wittevrongel, Secrétaire générale de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, qui assumait cette présidence depuis 2016.



Jean-François Lequoy, actuel Directeur général de Natixis Assurances, est nommé Directeur général du Groupe BPCE en charge des finances et de la stratégie, et Membre du Directoire. Il succède à Nicolas Namias nommé Directeur général de Natixis.



Antoine Lissowski, Directeur général de CNP Assurances, est élu Président du Groupement français des bancassureurs. Il succède à Jean-François Lequoy. Antoine Lissowski représentera la bancassurance au sein de la FFA et devrait ainsi succéder à Jean-François Lequoy à la Vice-présidence de la Fédération à l'issue de la réunion du Conseil exécutif du 6 octobre prochain.

DÉPART À LA RETRAITE



Jean-Luc Marti part à la retraite. Une soirée s'est tenue le 9 septembre pour saluer 38 ans d'une belle carrière. Il était entré à La Mondiale en 1982, après une carrière sportive au Racing Club de Strasbourg aux côtés de José Messer. C'est ce dernier qui lui a permis de commencer à La Mondiale en tant qu'agent délégué stagiaire des services extérieurs de production à Strasbourg. Jean-Luc Marti va gravir les échelons : attaché d'inspection, élève inspecteur, inspecteur de bureau, délégué général, directeur général des ventes de Lille. Après quinze ans de mobilité géographique, il rejoint la Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse, où il devient Directeur du développement puis Directeur de mission. La Direction générale du Groupe remercie Jean-Luc Marti pour son engagement durant toutes ces années et lui souhaite une excellente retraite.

ODD : les 17 objectifs des Nations unies



14• Vie aquatique

L'objectif 14 fixé par le Global Compact, est de conserver et d'exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

L'océan est à la base des phénomènes mondiaux qui rendent notre planète habitable pour l'Humanité. L'eau de pluie, l'eau potable, les conditions météorologiques, le climat, les côtes, une grande partie de nos aliments et même l'oxygène de l'air que nous respirons, tous sont fournis et régulés par les océans.

La gestion prudente de cette ressource vitale mondiale est un élément clé pour un avenir durable. Cependant, à l'heure actuelle, les eaux côtières se détériorent continuellement à cause de la pollution, et l'acidification des océans a un effet de confrontation sur le fonctionnement des écosystèmes et de la biodiversité. Cela a également un impact négatif sur la pêche artisanale.

La sauvegarde de notre océan doit rester une priorité. De plus, la biodiversité marine est essentielle à la santé des hommes et à celle de notre planète. Les aires marines protégées doivent être gérées efficacement et dotées de ressources suffisantes. De même, des réglementations doivent être mises en place pour réduire la surpêche, la pollution marine et l'acidification des océans. Pour atteindre l'objectif, les cibles du Global Compact sont de :

- d'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments ;
- d'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans ;
- réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets, notamment en renforçant la coopération scientifique à tous les niveaux ;

- d'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir un rendement constant maximal compte tenu des caractéristiques biologiques ;
- d'ici à 2020, préserver au moins 10 % des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles ;
- d'ici à 2020, interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce ;
- d'ici à 2030, faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme ;
- approfondir les connaissances scientifiques, renforcer les capacités de recherche et transférer les techniques marines, conformément aux Critères et principes directeurs de la Commission océanographique intergouvernementale concernant le transfert de techniques marines, l'objectif étant d'améliorer la santé des océans et de renforcer la contribution de la biodiversité marine au développement des pays en développement, en particulier des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés ;
- garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés ;
- améliorer la conservation des océans et de leurs ressources et les exploiter de manière plus durable en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui fournit le cadre juridique requis pour la conservation et l'exploitation durable des océans et de leurs ressources, comme il est rappelé au paragraphe 158 de « L'avenir que nous voulons ».

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Pour rappel, le Global Compact est un mouvement international d'entreprises (13 000) engagées pour le respect des dix principes du Pacte mondial et des 17 ODD.

Découvrez le quinzième ODD dans le prochain numéro de 1000 News.

Agenda

2 juillet-29 octobre : Tournée nationale de la Caravane Tous aidants 2020 soutenue par AG2R LA MONDIALE.

29 août-20 septembre : Tour de France.

16-23 septembre : Semaines européennes de la mobilité durable.

17 septembre : Happy hour Culture Branches, retour d'expérience sur la sortie de crise. Siège Boulevard Malesherbes (17h30-19h).

⁽³⁸⁾ Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles

17 septembre : Table ronde de l'Una⁽³⁸⁾ consacrée à la création de la cinquième branche consacrée à l'autonomie, avec la participation d'André Renaudin.

18 septembre : Fête des voisins en partenariat avec AG2R LA MONDIALE.

18 septembre - 8 octobre : Semaines européennes du développement durable.

19 septembre : 62^e Rencontre nationale des Correspondants régionaux d'Amphitéa.

19 septembre : Rassemblements Vivons Vélo.

21 septembre : Assemblée générale de la Confédération Nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie française en présence d'André Renaudin.

21 septembre : Journée mondiale Alzheimer avec France Alzheimer.

22 septembre : Intervention de la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE devant le Conseil du Pôle Alimentaire sur la question des ODD.

24 et 25 septembre : Village bien-être à Marseille organisé par AG2R LA MONDIALE.

25 septembre : Séminaire des directeurs généraux du G4 Agirc-Arrco.

25 septembre : 5^e anniversaire des ODD.

28 septembre : Les Entretiens Alzheimer organisés à Lyon avec la Fondation recherche Alzheimer.

30 septembre- 2 octobre : Congrès de l'Ordre des experts-comptables.

⁽³⁹⁾ Association des cadres territoriaux de l'action sociale

1^{er} octobre : Remise des prix des AMIs 2020 de l'Actas⁽³⁹⁾ – dont AG2R LA MONDIALE est partenaire – dans le cadre du congrès annuel à Issoudun.

1^{er} octobre : Inauguration des nouveaux locaux du centre de prévention Bien Vieillir Agirc-Arrco Grand Est à Strasbourg.

1^{er}-9 octobre : Semaine de la finance responsable.

5 et 6 octobre : Lancement du réseau des Sociétales.

6 octobre : Les Entretiens Alzheimer organisés à Paris avec la Fondation recherche Alzheimer.

6 octobre : Journée nationale des aidants.

6-11 octobre : Festival Atmosphères à Courbevoie.

7 octobre : Conférence de presse au Collège des Bernardins (Paris) à l'occasion de la publication de *Lire la ville : manuel pour une hospitalité de l'espace public* préfacé par Éric Sanchez, Directeur valorisation et initiatives sociale d'AG2R LA MONDIALE.

7 octobre : Webconférence sur l'investissement responsable proposée en interne par la Direction des investissements dans le cadre de la Semaine de l'investissement responsable de la place de Paris.

12 octobre : Lancement des nouveaux Trophées régionaux des initiatives sociales et solidaires.

12-17 octobre : Les rendez-vous de la retraite.

13-15 octobre : World Forum for a Responsible Economy (Forum Mondial de l'économie responsable) à Lille.

15 octobre : Séminaire annuel de la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE à Montholon.

⁽⁴⁰⁾ Responsabilité sociétale des entreprises

16 octobre : Petit déjeuner Culture Branches sur le thème de la RSE⁽⁴⁰⁾, nouveaux modes de travail et impacts environnementaux et sociétaux. Siège Boulevard Malesherbes (8h30-10h).

17 octobre : Assemblée générale de la FNSPF et de l'Œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France, à Paris.

20-21 octobre : 5^{es} Assises nationales du vieillissement à Troyes.

21 octobre : Cadrage budgétaire.

22 octobre : Journée des Présidents de l'Agirc-Arrco.

4 et 5 novembre : Convention des délégués des sociétaires de La Mondiale.

5 novembre : Lancement du Forum juridique de branches (à destination des juristes des fédérations). Siège boulevard Malesherbes (9h30-14h).

6 novembre : Forum Numérique et pratiques innovantes au service des déficients visuels dans les locaux d'AG2R LA MONDIALE (boulevard Brune) en présence de Cédric O, Secrétaire d'État chargé du Numérique, et de Charles-Pierre Astolfi, Secrétaire général du Conseil national du Numérique.

19 novembre : Cérémonie des 40 ans du journal *Alternatives économiques* à Paris.

23 et 24 novembre : 14^e édition du Défi autonomie à Saint-Étienne, en partenariat avec AG2R LA MONDIALE.

24 et 25 novembre : 8^e Congrès international iCEPS 2020 à Toulouse, où le Groupe aura un stand. Le thème : « Prévenir et soigner les douleurs avec des interventions non médicamenteuses ».

27 et 28 novembre : 5^e édition des Journées de l'Économie Autrement à Dijon.

3 décembre : Les Entretiens Alzheimer organisés à Bordeaux avec la Fondation recherche Alzheimer.

4 décembre : Remise du prix 2020 de la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE à Montholon.

8-9 décembre : Marathon budgétaire.

10 décembre : Rencontre des branches : Questionnement sur le rôle des branches. Locaux de Montholon (9h-14h).

10-13 décembre : 12^e édition du Festival Silver Eco et Silver Night.

Crédits photos : tous droits réservés/Getty Images